

BC Sustainable Energy Association • Canadian Co-operative Association • Conseil canadien pour la coopération internationale • Association de la Banque canadienne de grains Inc. • Syndicat canadien de la fonction publique • Care Canada • Climate Action Network Canada - Réseau action climat Canada • Fondation David Suzuki • Ecology Action Centre • Edmonton Friends of the North Environmental Society • Radios rurales internationales • Greenspiration • Greenpeace Canada • KAIROS : Initiatives canadiennes oecuméniques pour la justice • Nature Canada • Nova Scotia Environmental Network • Oxfam Canada • Institut Pembina • RESULTS Canada • Saskatchewan Environmental Society • Sierra Club du Canada – section atlantique • TakingITGlobal • USC Canada • Mouvement fédéraliste mondial (Canada)

Le très honorable Stephen Harper
Premier ministre du Canada
Ottawa (Ontario), K1A 0A3

Le 16 juin 2008

Objet : Le Canada doit se fixer des objectifs stricts en matière de gaz à effet de serre à l'occasion du Sommet du G8

M. le Premier Ministre,

Nous, organisations canadiennes axées sur le développement international et l'environnement soussignées, vous recommandons vivement de jouer un rôle de leader au Sommet du G8 qui aura lieu prochainement au Japon. En particulier, le Canada et les autres dirigeants du G8 doivent se servir de cette réunion pour accroître de façon significative le dynamisme des négociations sur la « feuille de route de Bali », tenues en vertu de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), et qui doivent se terminer l'année prochaine à l'occasion du COP15 à Copenhague. Nous avons mis en évidence ci-dessous ce que cela implique selon nous.

Nous vous exhortons à fixer des objectifs en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre nettes du Canada à au moins 25 p. 100 en dessous du niveau de 1990 d'ici 2020 et à 80 p. 100 en dessous du niveau de 1990 d'ici 2050. En outre, le Canada doit sans tarder publier et mettre en œuvre un plan crédible visant à atteindre ces objectifs. Comme vous le savez, la majorité des parlementaires ont montré leur appui aux objectifs précités à l'occasion de la troisième lecture du projet de loi C-377, la Loi sur la responsabilité en matière de changements climatiques, tenue récemment. Ces objectifs sont fondés sur le principe des « responsabilités communes mais différenciées » de la CCNUCC que le Canada a l'obligation de respecter dans toutes les négociations et réunions internationales. Selon les analyses, les niveaux mentionnés représentent l'engagement minimal à assumer par les pays industrialisés pour donner la chance à la planète d'éviter un changement climatique dangereux, soit une augmentation moyenne de la température à l'échelle mondiale de 2°C au-delà du niveau préindustriel.

Aussi, nous réclamons que vous vous engagiez à accorder un soutien financier aux pays en développement dans leurs efforts visant à adopter une technologie non polluante et à s'adapter aux changements climatiques. Un tel appui devrait être à la hauteur de la responsabilité du Canada en matière d'émissions et de sa capacité à fournir de l'aide et être sujet à des processus de négociation qui incluent les gouvernements des pays en développement et les acteurs de la société civile. Il faudrait accorder le financement de la technologie propre à des projets qui maximisent les bienfaits pour l'environnement et le climat tout en étant axés sur la réduction de la pauvreté, l'utilisation équitable d'une énergie durable à faible impact, un accès accru aux moyens de subsistance, et le développement durable. Le financement de l'adaptation devrait s'ajouter à la promesse de longue date de réserver 0,7 p. cent du revenu national brut à l'aide publique au développement, il devrait être acheminé par l'entremise d'arrangements Nord-Sud équitables, et devrait consister en des subventions et non des prêts.

Pour terminer, nous vous demandons instamment de faire en sorte que les initiatives du Canada en matière de développement international contribuent à atténuer les effets des changements climatiques, diminuent la vulnérabilité des collectivités et accroissent leurs capacités d'adaptation. Les initiatives doivent se concentrer en particulier sur les groupes les plus touchés par les changements climatiques, notamment les femmes et les communautés marginalisées, et doivent comprendre des analyses et des résultats relatifs aux droits des femmes et à l'égalité des sexes.

Le Sommet du G8 offre une occasion décisive au Canada de faire preuve de leadership en ce qui concerne les changements climatiques en route pour Copenhague. Nous aimerions avoir la chance de discuter des présentes recommandations comme point de départ d'un leadership canadien.

Signataires :

BC Sustainable Energy Association, Guy Dauncey, président
Canadian Co-operative Association, John Anderson, directeur responsable des relations gouvernementales et des politiques d'intérêt public
Conseil canadien pour la coopération internationale, Gerry Barr, président-directeur général
Association de la Banque canadienne de grains Inc., Jim Cornelius, directeur général
Syndicat canadien de la fonction publique, Claude Généreux, secrétaire-trésorier national
Syndicat canadien de la fonction publique, Paul Moist, président national
Care Canada, Kevin McCort, président et PDG
Climate Action Network Canada - Réseau action climat Canada, Graham Saul, directeur général
Fondation David Suzuki, Dale Marshall, analyste des politiques relatives aux changements climatiques
Ecology Action Centre, Cheryl Ratchford, coordonnateur des politiques d'énergie
Edmonton Friends of the North Environmental Society, David J. Parker, trésorier
Radios rurales internationales, Kevin Perkins, directeur général
Greenspiration, Angela Bischoff, directrice
Greenpeace Canada, Arthur Sandborn, responsable de la campagne Climat et énergie
KAIROS : Initiatives canadiennes oecuméniques pour la justice, Mary Corkery, directrice générale
Nature Canada, Mara Kerry, directrice de la conservation
Nova Scotia Environmental Network, Tamara Lorincz, directrice générale
Oxfam Canada, Robert Fox, directeur général
Institut Pembina, Matthew Bramley, directeur, changements climatiques
RESULTS Canada, Blaise Salmon, président
Saskatchewan Environmental Society, Ann Coxworth, coordonnatrice de programmes
Sierra Club du Canada – section atlantique, Nick Burnaby, coordonnateur, énergie
TakingITGlobal, Jennifer Corriero, directrice générale
USC Canada, Susan Walsh, directrice générale
Mouvement fédéraliste mondial (Canada), Hon Warren Allmand, président national